UNHCR
L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés

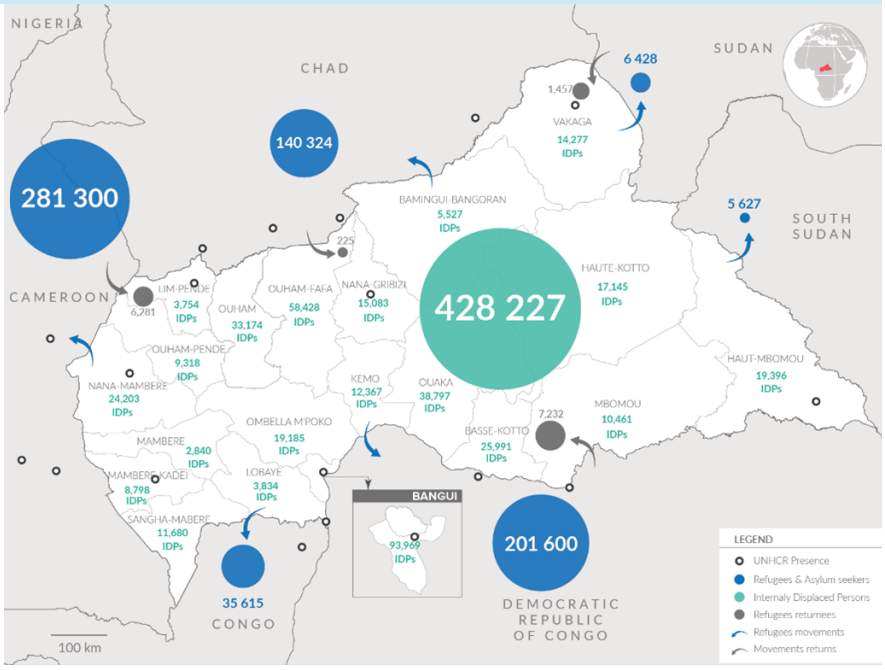
République Centrafricaine (RCA)

MISE À JOUR OPERATIONNELLE

Trimestrielle | Janvier - Mars 2026

STATISTICS / MAPS | March 31, 2026

1 202 392 Personnes déplacées de force	
428 227 Personnes déplacées internes (PDI)	
59 467 Réfugiés et demandeurs d'asile en RCA	
75 031 Centrafricains rapatriés volontairement des pays voisins depuis 2017	



Les opérations du HCR en République centrafricaine (RCA) reposent sur la protection par la présence, pilier central de la réponse humanitaire. Dans un contexte marqué par la volatilité sécuritaire et les répercussions de la crise soudanaise, une attention particulière est également portée à la réponse aux urgences.

Parallèlement, la recherche de solutions durables constitue une priorité majeure, notamment par l'appui au retour volontaire, sûr et digne des réfugiés centrafricains, tout en veillant à leur réintégration durable et à leur contribution au développement national.

Le gouvernement centrafricain, le HCR et ses partenaires assurent la protection et une assistance multisectorielle aux personnes déplacées internes (PDI) et aux réfugiés, y compris les Tchadiens et les Soudanais, tout en promouvant des solutions durables pour les retournés centrafricains. Le HCR aligne ses interventions sur les priorités nationales, notamment le Programme national de développement, la Stratégie nationale pour les solutions durables et la Plateforme d'appui aux solutions issues de la Déclaration de Yaoundé de 2022.

620 Centrafricains ont été rapatriés volontairement du Cameroun et de la RDC vers la RCA depuis janvier 2026.		**2 500** Personnes touchées par les inondations ont été aidées grâce à des kits de biens essentiels.		**737** Réfugiés soudanais ont été enregistrés individuellement.	
199 Ménages de rapatriés ont reçu des kits d'hygiène.		**250** Ménages de déplacés internes retournés ont reçu des kits d'abris.		**20 352** Réfugiés ont reçu une aide en espèces.	

Dans le cadre de la promotion et du renforcement des capacités des femmes refugiées et les membres de la communauté d'accueil, elles ont suivi une formation professionnelle en fabrication de savon, boulangerie et tricotage à Birao. © UNHCR/Stella FATIME

Contexte opérationnel

La RCA se trouve à un tournant de sa trajectoire post-conflit. Des avancées significatives ont été enregistrées, notamment grâce à la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation, à la décentralisation administrative et à l'organisation des premières élections locales depuis plus de quarante ans. Ce qui traduit une volonté affirmée de consolidation de l'État et de rapprochement des institutions avec les populations.

Toutefois, ces progrès demeurent fragiles, en particulier dans les zones frontalières du nord-est et du sud-est, affectées par la présence de groupes armés, la porosité des frontières et les répercussions de la crise soudanaise.

Sur le plan sécuritaire, plusieurs régions du pays connaissent une amélioration relative, avec une réduction des affrontements ouverts entre groupes armés, un redéploiement progressif des autorités étatiques et un accès humanitaire élargi dans certaines zones auparavant difficiles d'accès. Ces dynamiques contribuent à un environnement plus propice au retour volontaire des populations et à la relance des activités socio-économiques.

Toutefois, ces progrès demeurent fragiles et inégalement répartis sur le territoire. Les zones frontalières du nord-est et du sud-est restent particulièrement exposées aux risques sécuritaires, exacerbés par les effets de la crise soudanaise, la persistance de groupes armés, la porosité des frontières et le retrait progressif de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA).

Ces facteurs continuent d'affecter la protection des populations civiles et de limiter l'accès durable aux services de base.

Depuis avril 2023, la RCA accueille des milliers de réfugiés soudanais fuyant le conflit, principalement via la frontière d'Am Dafock, ainsi que des réfugiés tchadiens. En collaboration avec la Commission nationale pour les réfugiés (CNR), Le HCR et le gouvernement assurent leur accueil, leur enregistrement et le suivi de leur protection aux frontières.

Avec l'appui de la communauté humanitaire, des services essentiels leur sont fournis, notamment en matière de protection, d'assistance alimentaire, d'abris, de soins de santé et d'éducation, en particulier à Korsi, dans la préfecture de Vakaga. Cette réponse s'inscrit dans un contexte où l'amélioration relative de la sécurité dans certaines zones permet une meilleure organisation de l'assistance et un accès plus régulier pour les populations.

Au 31 mars 2026, la RCA accueille 59 467 réfugiés et demandeurs d'asile, dont 50 922 réfugiés et 8 545 demandeurs d'asile. La majorité est composée de réfugiés soudanais (70 %), suivis de réfugiés de la République démocratique du Congo (13 %), du Tchad (10 %) et du Soudan du Sud (7 %). Ce chiffre représente une diminution de 7 % par rapport à la fin de décembre 2025, principalement due à l'enregistrement individuel des réfugiés soudanais.

Parallèlement, l'amélioration relative de la situation sécuritaire observée dans certaines régions a contribué à la poursuite des retours volontaires des Centrafricains. Au total, 75 031 personnes ont été rapatriées volontairement, dans des conditions sûres et dignes, depuis le lancement de l'opération en 2017, dont 21 445 en 2025 et 620 en 2026. La majorité des rapatriés provenait de la République démocratique du Congo (43 %), suivie du Cameroun (40 %) et de la République du Congo (15 %).

Ces retours témoignent d'une confiance progressive des populations dans l'amélioration de la situation sécuritaire, tout en soulignant la nécessité de poursuivre les efforts de stabilisation, de relèvement et de réintégration durable afin de consolider les acquis et de prévenir les risques de rechute.

Situation des réfugiés soudanais dans les préfectures de la Vakaga, de Bamingui-Bangoran, de Haute-Kotto, d'Ouaka, de Mbomou et de Haut-Mbomou

Dans le cadre de l'approche de protection communautaire, le HCR a appuyé la CNR dans la revitalisation des comités de pilotage à Korsi, quartier de réfugiés de Birao. 27 membres, dont 15 femmes, ont été élus pour siéger dans quatre comités (exécutif, femmes, jeunes et aînés), afin de renforcer la participation des réfugiés à la gouvernance et à la prise de décision communautaire.

Enregistrement et documentation

Au 31 mars 2026, le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile enregistrés en République centrafricaine s'élevait à 35 717, dont 85 % sont des femmes et des enfants. Parmi eux, 22 327 personnes ont été enregistrées à Korsi et à Birao par le HCR et la CNR, tandis que 13 390 réfugiés se trouvent dans des zones difficiles d'accès des préfectures de Bamingui-Bangoran, Haute-Kotto, Ouaka, Mbomou et Haut-Mbomou.

De nouveaux arrivants ont été identifiés dans la sous-préfecture de Ouanda, dans la préfecture de la Vakaga. Une mission conjointe HCR–CNR a permis d'enregistrer 737 personnes dans des zones reculées, notamment à Sikikédé et Manou, afin d'améliorer l'enregistrement et l'accès à l'assistance.

Protection

En janvier, le HCR et son partenaire CIAUD ont poursuivi le renforcement de l'inclusion économique et de l'autonomisation des réfugiés à Korsi, par des formations professionnelles, la distribution de kits de démarrage, un accompagnement continu et un appui ciblé aux moyens de subsistance. Le suivi régulier des associations d'épargne et de crédit (AVEC) a révélé un engagement globalement positif, renforcé par un appui technique visant à améliorer la gestion financière, l'épargne et les pratiques de crédit.

Toutefois, malgré l'assistance inter-agences, des insuffisances majeures persistent pour les réfugiés soudanais et les communautés hôtes. L'accès à l'eau demeure inférieur aux normes d'urgence (10,4 litres par personne et par jour) et les conditions d'assainissement restent critiques, avec en moyenne 52 personnes par latrine, ce qui accroît les risques sanitaires.

Une mission conjointe du HCR avec la CNR, les partenaires NOURRIR, CIAUD et PARET, ainsi que la MINUSCA, s'est rendue à Ouanda Djallé et à Sikikede, dans la Vakaga.

À Ouanda-Djallée, le HCR et ses partenaires (CNR, CIAUD et NOURRIR) ont participé à une mission conjointe pilotée par OCHA du 03 au 07 mars 2026. Cette mission a permis de mener une évaluation rapide des besoins humanitaires et de fournir une assistance sous forme de kits essentiels à 243 ménages de réfugiés soudanais, préalablement enregistrés au premier niveau par la CNR.

Une autre mission d'évaluation rapide des besoins, pilotée par le HCR, a permis d'identifier les besoins humanitaires des populations affectées par le déplacement forcé. À l'issue de cette mission, le HCR et ses partenaires ont fourni une assistance en articles non alimentaires à 510 ménages, dont 381 ménages de personnes déplacées internes et 129 ménages de réfugiés soudanais. Par ailleurs, la CNR a procédé à l'enregistrement de premier niveau de 422 ménages de réfugiés soudanais.

Redevabilité envers les populations concernées

À Korsi, le HCR et son partenaire CIAUD ont poursuivi le renforcement de la redevabilité envers les populations réfugiées par la collecte de retours, la sensibilisation et le suivi des plaintes. Les préoccupations exprimées en février concernaient principalement les services d'eau, d'hygiène et d'assainissement, ainsi que les abris, et ont été référées aux acteurs compétents pour une prise en charge rapide.

Par ailleurs, deux séances de sensibilisation à l'hygiène ont été organisées à Birao, réunissant 66 participants. Ces échanges ont contribué à améliorer les pratiques d'hygiène et à prévenir les maladies hydriques et infectieuses au sein de la communauté.

Prévention et réponse à la violence basée sur le genre (VBG) et à l'exploitation et aux abus sexuels (PSEA)

Dans la Vakaga, le HCR et la CIAUD ont poursuivi la prévention et la réponse aux violences basées sur le genre, en assurant un accompagnement psychosocial aux survivantes. Des actions de sensibilisation communautaire, incluant l'engagement des hommes et des garçons, ont été menées pour prévenir durablement les violences sexuelles.

Protection de l'enfance

À Korsi, le HCR et ses partenaires ont poursuivi les activités de protection de l'enfance à travers des espaces mobiles « amis des enfants », permettant à 135 enfants réfugiés de bénéficier d'un environnement sûr et propice à leur bien-être psychosocial.

L'écart de participation entre filles et garçons souligne la nécessité de renforcer la mobilisation communautaire pour lever les barrières socioculturelles qui limitent l'implication des filles.

Éducation

Cours de langue à l'école Gueredomo pour l'intégration des réfugiés à Birao, dans la Vakaga, en RCA. © UNHCR/Stella FATIME

Le HCR, en partenariat avec le Centre de Support en Santé Internationale (CSSI) et l'Inspection académique de la Vakaga, a poursuivi son appui à l'intégration des réfugiés au sein du système éducatif national. Des cours de français ont été dispensés à 132 bénéficiaires afin de préparer les élèves réfugiés soudanais à suivre l'enseignement en République centrafricaine.

Eau, hygiène et assainissement

À Korsi, le partenaire du HCR, NOURRIR, a lancé la construction de 80 latrines familiales semi-durables afin d'améliorer l'accès à l'assainissement et de réduire les risques de maladies hydriques.

Par ailleurs, des activités de promotion de l'hygiène ont permis de sensibiliser environ 6 000 personnes au moyen d'actions communautaires visant à améliorer les conditions de santé publique.

Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

Le Programme alimentaire mondial (PAM), en coordination avec le HCR et ses partenaires, a fourni une assistance alimentaire en espèces à 12 879 réfugiés à Korsi.

Le HCR et le CIAUD ont mené des activités de renforcement des moyens de subsistance, incluant des appuis à l'élevage pour 100 bénéficiaires et des formations aux activités génératrices de revenus pour 50 bénéficiaires. En parallèle, des actions de sensibilisation ont permis de toucher 1 210 personnes.

Quatre groupes d'épargne (AVEC) sont actifs à Korsi, Nguerendomo et Songo, favorisant l'autonomie financière et la cohésion communautaire.

Dans la Haute-Kotto et à Ouandja-Kotto, 632 personnes réfugiées ont également bénéficié d'une assistance en espèces pour couvrir leurs besoins essentiels et favoriser leur inclusion économique.

Abris et articles non alimentaires

À Korsi, la construction d'abris semi-durables pour les personnes ayant des besoins spécifiques se poursuit, avec 150 abris déjà achevés. Cette intervention permet d'offrir à des ménages vulnérables des conditions de vie sûres et dignes.

Le 16 mars 2026, à Zoukoutouniala, dans la préfecture de Bamingui-Bangoran, la CNR, le HCR et War Child ont conjointement aidé 510 ménages dont 129 ménages de réfugiés soudanais et 381 ménages de personnes déplacées internes en leur fournissant des articles de première nécessité, avec l'appui des partenaires de la CIAUD.

Santé et nutrition

À Birao, les équipes médicales du CSSI et de l'IMC ont poursuivi la prise en charge sanitaire des réfugiés et des communautés hôtes, soit 1018 personnes, dont 835 réfugiés et 183 de la population locale. Les réfugiés représentent la majorité des patients, principalement pour le paludisme et les infections respiratoires.

Les services de santé reproductive ont bénéficié à plus de 300 femmes, avec des accouchements entièrement assistés par du personnel qualifié. Par ailleurs, le dépistage nutritionnel a permis d'identifier et de traiter des cas de malnutrition modérée et sévère chez les enfants de moins de cinq ans.

Activités de protection à Obo en faveur des réfugiés soudanais et congolais

Au cours du 1er trimestre 2026, la situation sécuritaire dans la préfecture de Mbomou est globalement calme, sans incident majeur, grâce aux patrouilles régulières des forces de sécurité, ce qui permet à la population de poursuivre librement ses activités.

Toutefois, sur l'axe Rafaï–Zemio, un climat de peur persiste dans plusieurs villages à la suite du passage des groupes armés. Des violations des droits humains, y compris des violences physiques, des arrestations arbitraires et des cas de VBG, continuent d'être signalées.

La situation sécuritaire dans le Haut-Mbomou demeure très instable, affectant gravement la vie des populations. L'insécurité freine les activités socioéconomiques, limite l'accès aux marchés et aux services de base et accroît la vulnérabilité des communautés.

L'analyse des incidents signalés révèle une situation de protection toujours précaire à Mboki, Obo et Zemio.

Les violations observées portent atteinte à des droits fondamentaux, notamment à la vie, à l'intégrité physique, à la liberté et aux biens, ce qui témoigne d'un climat d'insécurité persistant.

Dans ce contexte, la Commission Nationale pour les réfugiés, les partenaires de la CIAUD, avec l'appui du HCR, ont mené une mission de monitoring à Obo auprès des réfugiés et des personnes déplacées internes afin d'évaluer leurs besoins en matière d'accès aux services de santé et de protection, aux articles non alimentaires et aux abris.

Le 27 mars 2026, les activités de mise à jour des données et d'enregistrement des réfugiés soudanais et congolais ont eu lieu dans la localité.

À Mboki, dans le Haut-Mbomou, dans le cadre de la mise en œuvre du projet CERF, le HCR a remis officiellement aux autorités 16 registres de jugements supplétifs d'actes de naissance à la mairie de Mboki. Un geste qui permet aux autorités de délivrer des actes de naissance aux nouveau-nés afin de faire face au risque d'apatridie.

Situation des réfugiés tchadiens à Betoko et dans la préfecture de l'Ouham

En avril 2023, des conflits communautaires au Tchad ont contraint plus de 38 000 personnes à fuir vers la République centrafricaine, dont près de 31 800 réfugiés tchadiens et environ 6 200 rapatriés spontanés centrafricains.

À la suite des activités de monitoring menées par la CNR et le HCR dans les villages frontaliers (axes Bedaka, Bembéré et Benamkor), environ 6 712 personnes, soit 2 515 ménages, ont été identifiées comme vivant au sein de familles d'accueil.

Au premier trimestre de l'année, 3 458 réfugiés tchadiens ont été enregistrés par biométrie à Betoko, dont 1 874 femmes et 1 584 hommes, répartis dans 909 ménages.

Parmi eux, 424 personnes présentent des besoins spécifiques, notamment :

- Des enfants non accompagnés,
- Des femmes enceintes ou allaitantes,
- Des personnes âgées malades,
- Des personnes vivant avec un handicap,
- Et des personnes nécessitant une prise en charge médicale

Assistance humanitaire et réponse aux besoins essentiels

Au cours de la période en revue, 706 ménages de rapatriés spontanés ont été assistés en cash à Paoua centre, dans Lim-Pendé, pour un total de 81 millions de FCFA.

Le Programme alimentaire mondial a distribué des fonds en espèces destinés à l'alimentation des réfugiés tchadiens à Betoko. Cette assistance a permis aux réfugiés de subvenir à leurs besoins essentiels.

Protection et bien-être des enfants

La CNR, le HCR et leurs partenaires ont poursuivi les activités de suivi de la protection dans les localités de Bossangoa, Paoua, Betoko, Bocaranga, Ngaoundaye Ndim et Koui. Globalement, l'environnement de protection a été jugé stable sur la période considérée.

Toutefois, certaines zones, notamment Bozoum et Ngaoudaye, dans la préfecture de l'Ouham-Pende, ont été touchées par une crise communautaire, ce qui a entraîné une hausse du nombre d'incidents de protection dans ces localités.

Santé-Nutrition

Entre janvier et mars 2026, environ 1 500 consultations curatives ont été réalisées, dont 52 % en faveur des réfugiés tchadiens et 48 % en faveur des communautés hôtes, illustrant une approche inclusive de l'assistance.

Les principales causes de morbidité restent le paludisme (environ 47 % des cas) ainsi que les infections digestives et respiratoires.

Le HCR a appuyé le district sanitaire de Lim-pende dans le transport des produits alimentaires indispensables au traitement des enfants malnutris dans ladite préfecture.

Environ 500 cartons de produits ont été transportés par le HCR de Bossangoa à Paoua du 21 au 22 février 2025. Ces produits ont été mis à disposition par l'UNICEF au district sanitaire de Lim-Pende.

Réponses aux personnes déplacées internes (PDI)

Au cours de la période examinée, une amélioration globale de la situation sécuritaire a été observée dans les principales villes et le long des axes routiers de la République centrafricaine. Cette évolution positive a favorisé les retours spontanés de 75 800 personnes déplacées internes au sein du pays, ce qui témoigne des progrès vers la stabilisation.

Dans le même temps, certaines zones restent affectées par des dynamiques de déplacement.

Dans la préfecture de la Vakaga, plus de 11 109 ressortissants centrafricains ont été contraints de fuir Amdafock et sept autres villages frontaliers, à la suite d'attaques transfrontalières présumées menées par des éléments du RSF du Soudan. Les populations déplacées ont trouvé refuge autour de la base opérationnelle temporaire (TOB) du contingent zambien.

Face à cette situation, le HCR et ses partenaires se sont mobilisés pour apporter une assistance d'urgence et assurer la protection des personnes affectées. Au 31 mars 2026, le nombre total de personnes déplacées internes dans la préfecture de la Vakaga s'élevait à 14 277, ce qui souligne la nécessité de poursuivre les efforts conjoints pour répondre aux besoins humanitaires et soutenir des solutions durables.

Dans la Haute-Kotto, à Bria, le 25 mars 2026, les travaux de l'atelier de planification du plan du Pôle de développement ont eu lieu en présence des autorités locales, de la société civile de la localité, des agences du système des Nations Unies, des ONG nationales et internationales ainsi que des leaders traditionnels.

Solutions durables

Entre janvier et mars 2026, plus de 620 réfugiés centrafricains sont rentrés volontairement du Cameroun et du Tchad vers la République centrafricaine, tandis qu'environ 15 000 retournés spontanés ont été identifiés par les autorités dans différentes localités de retour.

Le HCR a poursuivi son travail en étroite collaboration avec le Gouvernement de la République centrafricaine ainsi qu'avec ses partenaires humanitaires et de développement afin de garantir des retours sécurisés et de favoriser la réintégration socio-économique des populations de retour.

Les opérations de rapatriement volontaire depuis le Cameroun, la République du Congo et la République démocratique du Congo vers les localités de Bangui, Ombella-M'Poko, Berbérati, Bouar et Baoro ont été suspendues par les autorités centrafricaines afin d'améliorer la coordination avec les pays d'asile.

Quelques groupements de rapatriés et de la communauté hôte ont bénéficié d'équipements agricoles destinés aux cultivateurs, ainsi que de bétail remis aux éleveurs.

Par ailleurs, des groupements agro-pastoraux de Baoro ont été soutenus pour relancer les activités économiques (agriculture, commerce, emploi) et améliorer l'accès à des moyens de subsistance durables.

Au-delà du retour, le HCR met l'accent sur la réintégration durable des rapatriés et des personnes déplacées internes, en soutenant des approches intégrées qui bénéficient également aux communautés hôtes.

Vers la fin du mois de mars, la CNR, le PARET et le HCR ont simultanément lancé, dans plusieurs localités de la RCA (Lobaye, Ombelle M'poko, Lim Pende, Nana-Mambéré, Mambéré-Kadéï), l'enregistrement des rapatriés spontanés. L'objectif de cette opération a été de les identifier, d'assister à leur demande et de clôturer leurs dossiers dans les pays d'asile. Environ 15 000 ont été identifiés et le processus d'assistance a été déclenché.

Travail en partenariat

En République centrafricaine, le HCR joue un rôle clé dans la coordination de la réponse humanitaire, en dirigeant le Cluster Protection et en co-dirigeant les clusters Coordination et Gestion des Camps (CCCM) ainsi que l'Abris/NFI. À travers ce leadership, l'organisation plaide activement pour la centralité de la protection et de la promotion de solutions durables au bénéfice des personnes déplacées de force.

En étroite collaboration avec le Gouvernement centrafricain, le HCR renforce son engagement aux côtés de ses partenaires stratégiques afin de mutualiser les efforts et de maximiser l'impact des interventions en faveur des personnes déplacées et de leurs communautés d'accueil.

Cette approche partenariale se traduit notamment par la signature d'accords de coopération avec des institutions clés telles qu'ONU Femmes et le ministère de l'Agriculture, ainsi que par une coordination renforcée avec les départements ministériels et les autorités locales.

Face à l'afflux de réfugiés soudanais et tchadiens, le modèle de coordination des réfugiés est mis en œuvre, avec le HCR à la tête de la réponse, en appui au Gouvernement, représenté par la Commission nationale pour les réfugiés (CNR), et en étroite collaboration avec les partenaires humanitaires et de développement.

Mesures d'efficience opérationnelle en RCA

Face à la réduction des financements, le HCR en RCA a redéfini ses priorités opérationnelles, ce qui a entraîné une diminution de sa couverture géographique et un recentrage de ses interventions essentielles.

Afin d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles, le HCR a engagé des réformes et des ajustements budgétaires à tous les niveaux, tout en veillant à maintenir la qualité et l'efficacité de l'assistance aux populations déplacées de force. Parallèlement, le HCR renforce la mutualisation des ressources avec les agences des Nations Unies au sein du Groupe de travail dédié (GTMR).

Cette approche vise à développer des synergies dans des domaines clés tels que la logistique (car-pooling inter-agences), la sécurité, la gestion des bases de vie, les technologies de l'information et les services administratifs, afin de réduire les coûts et d'améliorer la coordination.

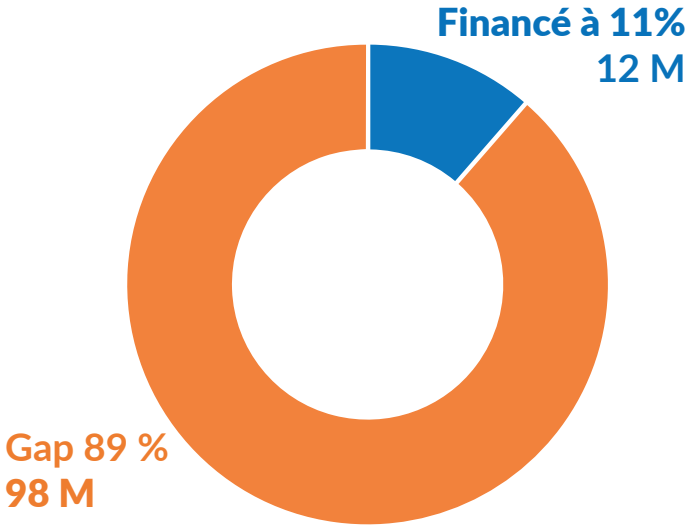
Ces mesures permettent de réaliser des économies d'échelle et de renforcer la cohérence des actions sur le terrain. Elles reflètent la volonté du HCR de s'adapter aux contraintes budgétaires tout en préservant sa capacité à protéger et à assister les populations les plus vulnérables dans un environnement opérationnel complexe.

Le HCR est reconnaissant du soutien généreux des donateurs à l'opération de la RCA, ainsi qu'à ceux qui ont contribué aux opérations du HCR à l'échelle mondiale et régionale par des financements non ciblés et flexibles, notamment :

Allemagne | Canada | Charité des Saints des Derniers Jours Australie | Chine | Danemark | États-Unis d'Amérique | Fonds pour la Consolidation de la Paix | Fondation Mastercard | Japon | MINUSCA | ONUSIDA | Suède | Suisse | UNCERF | Union européenne |

FINANCEMENT AU 31 MARS 2026

110 millions $ USD
requis par le HCR en RCA en 2026



CONTACTS - HCR RCA

Gloria Ramazani, Chargée des relations extérieures, ramazang@unhcr.org.
Ying Hu, Chargée associée des relations extérieures, huyi@unhcr.org.
Stella Fatime, Associée à la communication, fatime@unhcr.org
Suivez le HCR en RCA sur les réseaux sociaux : **X**, **Facebook**.